

Édito

Toujours plus de pauvres: une fatalité?

Par **Jean-Claude Matgen**

Alors que la vague de chaleur qui s'est abattue sur le pays met en évidence la fragilité de nombreuses catégories de la population, alors que des études portant sur la délinquance juvénile d'une part, sur l'école d'autre part (voir pages Belgique) montrent combien le phénomène de la précarité fait des ravages chez les jeunes, le Bureau du Plan publie des chiffres alarmants: 2,29 millions de Belges présentent un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.

Ce sont les personnes dont le revenu disponible net se situe en deçà de 60% du revenu disponible net médian que le SPF Économie évalue à 1 074 euros par mois pour une personne isolée. En 2013, le gouvernement fédéral s'était fixé un objectif: faire en sorte que pour 2050, toute personne puisse *"subvenir à l'ensemble des besoins inhérents à une vie conforme à la dignité humaine"*. La Belgique s'est par ailleurs engagée à réduire, entre 2008 et 2018, de 380 000 personnes le nombre de citoyens exposés à un risque de pauvreté. En 2008, il y en avait 2,19 millions. On est donc passé à 2,29 millions, ce qui, indique le Bureau du Plan, rend l'engagement du fédéral quasiment impossible à tenir. Selon lui, même si des progrès devaient être enregistrés à l'avenir, le nombre de personnes précaires s'élèverait encore à un million en 2050. L'espoir d'éradiquer la pauvreté est donc illusoire sauf si les gouvernements qui vont se succéder d'ici là changent de cap.

La question est de savoir si les politiques d'austérité menées par les gouvernements occidentaux depuis des années maintenant, parviendront, ou non, à élever le niveau de bien-être collectif. Car même sans avoir connu les problèmes de la Grèce, une partie importante de la population belge reste exposée aux affres d'une précarité qui prend parfois les couleurs noires de la misère.